

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article14971>

# **Londres se mobilise contre les pirates du web et le cyber-terrorisme**

- Informatique - Sécurité Informatique -



Date de mise en ligne : mardi 1er novembre 2011

---

**Spyworld Actu**

---

**Une "attaque de grande ampleur" visant le Foreign Office et plusieurs autres ministères a été déjouée cet été. La montée en puissance des attaques informatiques sera à l'ordre du jour lors de la conférence internationale organisée cette semaine par le gouvernement britannique.**

Les services de renseignements britanniques sont sur le pied de guerre. Leur ennemi ? Les attaques informatiques contre le gouvernement, mais aussi les entreprises et les particuliers, qui, selon un des responsables du renseignement britannique, ont atteint un niveau "inquiétant" outre-Manche et menacent les "intérêts économiques" du Royaume-Uni.

C'est le directeur du service des écoutes, Iain Lobham, qui le révèle ce lundi dans un entretien au Times. Une "attaque de grande ampleur" visant le Foreign Office et plusieurs autres ministères a été déjouée cet été : "Nous assistons au développement d'un marché international de la criminalité - une économie parallèle où les coordonnées des cartes bancaires des citoyens britanniques sont échangées contre des cyber-dollars", souligne-t-il encore, en référence à une escroquerie découverte par ses services cet été. Ces derniers avaient repéré un trafic de numéros de cartes piratés vendus sur des sites illégaux pour des sommes dérisoires (70 pence soit 80 centimes l'unité).

### **De nouvelles techniques développées tous les jours**

La menace est prise très au sérieux par les pouvoirs publics. Toujours dans les colonnes du Times, le ministre des Affaires étrangères William Hague s'inquiète de la "hausse exponentielle" des cyber-attaques : "Les pays qui ne sont pas en mesure d'assurer la sécurité informatique de leur système bancaire, de la propriété intellectuelle de leurs entreprises, seront sérieusement pénalisés dans la monde" estime-t-il. Et de souligner que dans cette "nouvelle course à l'armement" menée par les pirates informatiques, "de nouvelles techniques sont développées tous les jours".

Cette mise en avant des dangers de la "cyber-piraterie" par des officiels n'intervient pas par hasard ce lundi. Londres accueille en effet les 1er et 2 novembre les représentants d'une soixantaine de pays ainsi les principaux acteurs d'Internet pour se pencher sur les atouts et les risques du web.

### **Une initiative du Foreign Office**

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, le cofondateur de Wikipedia Jimmy Wales ou encore le vice-président de la société de télécommunications chinoise Huawei sont parmi les quelque 900 délégués attendus lors de cette grand-messe du web. On y verra aussi les principaux acteurs de l'internet - Google, Facebook, Microsoft, le site chinois de partage de vidéos Tudou.com ainsi que les agences contre la cyber-criminalité et les entreprises spécialisées dans la sécurité sur la Toile.

L'idée "était de réunir tous les acteurs majeurs de l'internet et de lancer un vaste dialogue pour savoir comment nous pouvons collectivement répondre aux opportunités et aux difficultés suscitées par son développement" insiste le ministre britannique des Affaires étrangères, initiateur de cette rencontre.

Certains commentateurs sont sceptiques sur les chances de réussite de cette conférence tant les intérêts de l'Europe et des Etats-Unis ou de la Russie et de la Chine par exemple sont opposés, notamment en matière de liberté d'expression en ligne.

La Chine a également souvent été montrée du doigt comme la source de nombreuses attaques informatiques, préoccupations croissantes des grandes puissances. En matière de sécurité, la priorité des Etats occidentaux est de protéger leurs réseaux des attaques, tandis que la Chine et la Russie veulent pouvoir contrôler les contenus et les réseaux sociaux, pour prévenir toute sédition, notent-ils.

### Etats-Unis et Australie prêt à une riposte commune en cas de cyber-attaque

Le Royaume-Uni insiste sur le fait qu'il n'a pas pour ambition de parvenir à un traité ou à une nouvelle législation, en particulier en matière de sécurité internationale, un sujet qui sera abordé à huis clos mardi après-midi.

Londres fait valoir que cette réunion vise seulement à initier un "débat" et relève que plusieurs pays ont déjà accepté d'accueillir une conférence de suivi d'ici 12 à 18 mois. William Hague espère "parvenir à une plate-forme commune sur ce qu'on peut considérer comme un comportement acceptable dans le cyber-espace".

La question de la "cyber-sécurité" a déjà été abordée cette année à deux reprises sous l'égide des Nations unies et de l'Otan. Les Etats-Unis et l'Australie ont aussi convenu en septembre d'une réponse conjointe en cas de cyber-attaque contre eux. Mais les organisateurs soulignent que c'est la première fois que toutes les questions relatives à l'internet seront abordées à la fois par un si grand nombre d'acteurs, dont 25 jeunes qui viendront expliquer ce que le web signifie pour eux.

L'Iran n'est pas invitée, bien qu'elle ait été la cible du ver informatique Stuxnet qui a infesté les ordinateurs de son programme nucléaire, une attaque derrière laquelle Téhéran a vu la main des Etats-Unis et d'Israël. ([cliquez ici pour en savoir plus](#) sur cette conférence).

*Post-scriptum :*

<http://www.challenges.fr/high-tech/...>